



mercredi 18 juillet 2012

**NICOLE BORVO COHEN-  
SEAT**

PRESIDENTE DU GROUPE  
"COMMUNISTE, REPUBLICAIN  
ET CITOYEN"

Monsieur François HOLLANDE  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75800 PARIS

Monsieur le Président,

**GUY FISCHER**  
SÉNATEUR DU RHÔNE

Nous avons à cœur de souligner la nécessité pour notre pays de s'engager dans la voie de la reconnaissance de son passé colonial et des tragiques conséquences qui en découlèrent.

Notre propos vaut bien sûr pour toutes les anciennes colonies françaises, mais en cette année du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, il nous semblerait particulièrement symbolique que notre pays accepte enfin de regarder son passé en face, d'assumer pleinement ses responsabilités vis-à-vis du peuple algérien.

Dossier suivi par : Françoise PIETKA  
☎ 04 72 21 45 40  
✉ f.pietka@wanadoo.fr  
☎ 04 72 50 41 33

Faisant suite à des décennies d'asservissement des populations, à des répressions massives à la moindre velléité de révolte, au pillage des richesses locales au profit des oligarchies financières qui contrôlaient toute la vie politique et économique du pays, cette guerre longue et cruelle coûta la vie à cinq à six cent mille Algériens, parmi lesquels un nombre considérable de femmes et d'enfants. Du côté français, près de 30 000 hommes sont tombés. A ces chiffres terribles, il convient d'ajouter un nombre incalculable de blessés et de victimes marqués psychologiquement par ce qu'ils sont dans l'incapacité d'oublier, sans oublier le drame des Harkis et le désespoir des rapatriés.

N/réf : GF/FP/149/2012

Objet : Reconnaissance officielle  
du passé colonial de la France

Certaines dates nous rappellent à quel point la violence et le crime d'État sont indissociables du colonialisme : la sauvage répression du 8 mai 1945 à Sétif, la « disparition » du mathématicien Maurice Audin en juin 1957, le massacre du 17 octobre 1961 à Paris et le massacre du 8 février 1962 au métro Charonne, sous les ordres du préfet de police Maurice Papon.

Pour apaiser enfin la douleur de toutes les victimes civiles et militaires, de celle de leurs familles, pour redéfinir des relations saines avec le peuple et le gouvernement algériens, il est aujourd'hui aussi indispensable qu'urgent de définir les responsabilités, de les assumer.

Des deux côtés de la Méditerranée, les populations jeunes ou moins jeunes, ayant connu la guerre ou non, manifestent une immense soif de vérité sur cette période sombre, estimant à juste raison que tant que perdureront secrets, non-dits et tentatives révisionnistes, France et Algérie ne pourront assurer la paix et la fraternité entre leurs peuples.